



Tout le monde cherche l'argent



■ Tout le monde cherche l'argent ou bien manque d'argent ou encore n'en a pas assez pour ses projets et ambitions. Mais au paysan il est demandé de faire des miracles, de travailler, de mobiliser

d'abord ce qu'il a en dehors de l'argent : terre, cours d'eau, force physique, main d'œuvre familiale, entraide, environnement, etc., et de ne pas rêver. Alors je pose la question suivante : pourquoi seulement le paysan alors que les autres cherchent l'argent partout ?

D'abord l'État, de loin l'entité la plus riche avec toutes les ressources naturelles (mer, eau, pétrole, diamant, or, bauxite, fer, aluminium, forêts, espace aérien, etc.) et humaines (médecins, enseignants, banquiers, assureurs, magistrats, etc.), des institutions et divers autres moyens (grosses sociétés). Malgré tout cela, l'État reste 'pauvre'. Il cherche toujours l'argent et signe de multiples accords bilatéraux et multilatéraux ; cherche des dons remboursables ou non. Le dernier exemple est qu'il se déclare très pauvre pour bénéficier d'une initiative en faveur des pauvres et des très endettés. On trouve cela normal.

Ensuite les ONG, elles aussi cherchent l'argent. Elles ont les hommes compétents pour être plus efficaces sans argent, mais elles n'arrêtent pas de courir derrière l'argent. Elles diront probablement qu'elles ont des salaires à payer. Le paysan aussi a des charges. Puis les bailleurs : eux aussi cherchent l'argent de différentes

façons. Mais personne ne leur dit mobilisez-vous. Il y a également les OP. Voilà les premières à souffrir du manque d'argent. Elles cherchent partout. Elles crient galère, mais on leur dit : « Vous avez déjà beaucoup. Battez-vous, organisez-vous ». Alors nous nous posons la question : pourquoi le paysan doit-il opérer des miracles pour avoir de l'argent ?

Olivier Olinga,
BP 2972 Yaoundé, Cameroun.

Des tontines pour l'épargne rurale



■ L'épargne peut être vue comme objectif pour lancer un système de crédit de type mutualiste qui offre une garantie partielle pour sécuriser le crédit agricole. Ceci est possible, mais il faut des conditions

optimales de production et d'écoulement des produits ainsi qu'un système sain de gestion. Au Cameroun, où l'agriculture représente 80% des revenus, le système d'épargne et de crédit se fait de plus en plus sous forme de tontines. Les membres d'un même groupe font des cotisations périodiques et se font du crédit à tour de rôle. L'argent étant le nerf du développement, le paysan est obligé de se débrouiller pour en trouver. Mais la production baisse de plus en plus ou se vend difficilement. Nous ne pouvons espérer avoir du crédit dans les banques, elles ne prêtent pas au paysan faute de garanties. Seuls les hauts fonctionnaires y ont accès. Nos jeunes ruraux restent donc bloqués, sans emplois ni possibilité d'exploiter rationnellement les terres.

Les prix du cacao ne sont pas non plus favorables et ceci se combine souvent à des facteurs climatiques et au mauvais état des routes pour écouler les produits. Des facteurs qui favorisent le coxage des produits parce que le producteur doit faire la soudure durant les périodes difficiles. Pour les cultures vivrières, les ventes groupées permettent de retenir 100 FCFA par filet de macabo, répartis comme suit : 50 FCFA pour le GIC, 30 FCFA pour le secteur et 20 FCFA pour l'union. Pour le cacao et le café, nous retenons 10 FCFA par kilo. Les membres cotisent aussi 500 FCFA par mois.

L'an passé, nous avons pu avoir 95 000 FCFA sur la vente de vivriers et 112 500 FCFA sur le cacao. Si les produits se vendaient normale-

ment, nos prévisions étaient de 2 millions. Ainsi nous avons épargné 200 000 FCFA dans l'option de louer un camion pour transporter des vivriers par crédit rotatif sur une semaine par secteur. Les tontines se multiplient et nous permettent de résoudre les problèmes ponctuels de maladie, décès, etc, mais elles ne permettent pas de résoudre le problème de fonctionnement de nos exploitations agricoles (achat de matériel et d'intrants).

Un seul secteur a pris le crédit et pénalise les autres. Nous avons également fait des prêts pour la scolarisation des enfants. Sur 1 800 000 FCFA il n'y a que 175 000 qui sont rentrés. La courte durée qui est impartie au bénéficiaire ne permet pas d'investir suffisamment. Et nous ne sommes pas outillés pour garder l'argent en sécurité. Nous sommes donc confrontés à plusieurs problèmes dont : le manque d'expérience et de formation dans la gestion de l'épargne et du crédit, des outils de gestion inadéquats, la sécurisation des fonds et le non-respect des engagements pris.

Union des groupements agricoles de Bambeto,
BP 15 Akonolinga - Cameroun.

Bravo au réseau des OP



■ C'est avec grand plaisir et satisfaction que je découvre dans GDS 15 que des OP d'Afrique de l'Ouest viennent de créer un réseau. C'est le bon chemin et la solidarité des paysans que de se mettre en

groupe pour résoudre les problèmes qui les préoccupent et que personne ne peut résoudre à leur place. J'admire et j'encourage l'étape où sont arrivés les paysans de l'Afrique de l'Ouest en commençant par le groupement de base jusqu'à créer un réseau. Certes, vous avez traversé plusieurs barrières pour arriver à cela. Je souhaite que cela ne s'arrête pas seulement en Afrique de l'Ouest, mais progresse vers l'Afrique Centrale, pour qu'un jour on arrive à créer un réseau interafricain. Par ailleurs je demande à l'Inter-Réseaux de jeter un regard en Afrique Centrale pour qu'on puisse créer un groupe de proximité et ensuite un réseau.

Elie Koi-Gao,
Organisation paysanne de Bissi-Mafou S/c de la mission catholique. BP 9 PALA, Tchad.